

ASSEMBLEA
PARLAMENTARE DELLA NATO

Risoluzione n. 343
Belarus

Annunziata il 10 gennaio 2006

L'ASSEMBLEE,

1. *Rappelant* sa décision du 30 mars 2001 visant à poursuivre l'interruption de ses relations avec le Parlement du Bélarus, ainsi que les discussions dans le cadre du Séminaire de l'Assemblée sur le Bélarus qui s'est tenu à Vilnius les 23 et 24 septembre 2005 et *considérant* que l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe n'a pas repris ses relations avec le parlement national;

2. *Soulignant* que le Bélarus est un élément essentiel de l'Europe et un voisin direct de l'OTAN et de l'Union européenne, et que nous avons tous intérêt à réintégrer le Bélarus et sa population dans la famille des démocraties européennes et *déplorant vivement* que la politique du gouvernement de M. Lukashenko et la manière dont se sont déroulés les élections parlementaires ainsi que le référendum controversé du 17 octobre 2004 autorisant

* présentée par la Commission politique

le président à accomplir plus de deux mandats ont rendu cet objectif nettement plus difficile à atteindre;

3. *Se félicitant* de la libération conditionnelle en août 2005 du professeur Bandashevsky mais *condamnant catégoriquement* toutes les tactiques d'intimidation, de harcèlement et de répression dont sont l'objet des candidats de l'opposition lors des élections, la presse non officielle, des représentants de syndicats indépendants, des minorités ethniques et d'autres organisations de la société civile bélarusse ainsi que des observateurs nationaux indépendants;

4. *Dénonçant* notamment les difficultés rencontrées par l'opposition pour obtenir l'accès aux médias contrôlés par l'Etat – y compris les moyens électroniques – et les décrets présidentiels promulgués dans le but de limiter les libertés fondamentales d'expression et d'association;

5. *Convaincue* que l'accès de la population à d'autres sources d'information grâce à des programmes de radiodiffusion étrangère est devenu la première des priorités; *suggérant* que les émissions pourraient être réalisées à partir de pays voisins, avec la participation de journalistes bélarusses indépendants; et *recommandant* que les informations soient diffusées dans les langues bélarusse et russe;

6 *Indignée* par des informations dignes de confiance faisant état de disparitions et de meurtres d'opposants politiques en 1999 et 2000 commis à l'instigation de membres du gouvernement ainsi que l'expose la résolution 1371 (2004) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe fondée sur une enquête menée par le parlementaire M. Pourgourides (Chypre);

7. **ENGAGE** le Président du Bélarus, M. Lukashenko, et son gouvernement:

a. à renverser la tendance actuelle qui va à l'encontre de la démocratie et des droits de l'homme, à veiller à ce que l'élection présidentielle de 2006 se déroule de manière libre et équitable conformément aux normes internationales, et à respecter les engagements qu'il a pris envers l'OSCE et les Nations unies;

b. à restaurer la démocratie et l'état de droit au Bélarus et à garantir la protection des droits de l'homme, l'indépendance du pouvoir judiciaire, la liberté de la presse et la libre entreprise;

c. à libérer immédiatement tous les prisonniers politiques encore sous les verrous et à faire réaliser sans tarder des enquêtes impartiales et poussées s'agissant du sort des personnes disparues et à traduire en justice les auteurs des enlèvements et des meurtres;

d. à mettre un terme à la « militarisation » de la politique interne, c'est-à-dire à l'augmentation des forces de la milice;

e. à faire en sorte que tous les candidats éligibles puissent s'inscrire pour l'élection présidentielle de l'an prochain,

faire campagne librement, bénéficier à égalité d'un accès aux médias contrôlés par l'Etat et autoriser leurs représentants à participer pleinement aux commissions électorales;

f. à demander dès que possible la création d'une mission d'observation des élections OSCE/ODIHR – à laquelle les Etats membres de l'Union européenne sont disposés à contribuer – conformément au Document de Copenhague de 1990, et à lui permettre d'exercer ses fonctions sans entrave;

g. à étendre les pouvoirs du parlement pour en faire une institution démocratique capable d'exercer le pouvoir législatif et le contrôle politique du gouvernement en accord avec le principe de la séparation des pouvoirs;

8. **INVITE INSTAMMENT** les parlements et les gouvernements des pays membres de l'Alliance atlantique:

a. à profiter de la moindre occasion pour bien préciser aux autorités bélarusses qu'elles sont censées respecter tous les engagements qu'elles ont pris envers l'OSCE dans le domaine des droits de l'homme et de la démocratie;

b. à renforcer considérablement le soutien aux initiatives indépendantes visant à affermir le développement de la société civile et le secteur des ONG;

c. à encourager les contacts bilatéraux entre les ONG afin de contribuer à mettre un terme à l'isolement du pays;

d. à intensifier les relations interpersonnelles en renforçant les relations de bon voisinage (par le biais d'échanges d'étudiants et de scientifiques, de bourses d'études, de voyages destinés aux jeunes, de contacts entre petites et moyennes entreprises, de formations de responsables d'autorités locales, etc.);

e. à contribuer à diffuser des informations objectives concernant des événements survenus dans le pays et à l'étranger par le biais de médias opérant à l'intérieur

et à l'extérieur du Bélarus de façon à mettre un terme au monopole du gouvernement sur l'information;

f. à assurer de façon efficace la coordination des programmes de l'Union européenne et des Etats-Unis visant à contribuer au développement de la société civile au Bélarus;

g. à demander le soutien énergique du Parlement et du gouvernement russes en faveur de démarches visant à amener les autorités bélarusses à conformer leurs pratiques et leurs dispositions législatives aux normes de l'OSCE;

h. à rappeler au gouvernement du Bélarus que l'avenir des relations entre les pays membres et partenaires de l'OTAN et le Bélarus dépend des progrès accomplis sur la voie de la démocratisation dans le pays;

9. *REAFFIRME* par ailleurs qu'elle est disposée à entretenir des relations meilleures et plus étroites avec le Bélarus et son parlement dès l'instant où les autorités bélarusses manifesteront clairement leur volonté de respecter les valeurs démocratiques et l'état de droit.

Resolution 343
Belarus (*)

THE ASSEMBLY,

1. *Recalling* its decision of 30 March 2001 to continue the suspension of its relationship with the Parliament of Belarus, as well as the deliberations during the Assembly Seminar on Belarus that took place in Vilnius 23-24 September 2005, and *considering* that the Parliamentary Assembly of the Council of Europe has suspended relations with the national parliament;

2. *Stressing* that Belarus is a central part of Europe and a direct neighbour of NATO and the European Union, and that we all have a stake in reintegrating Belarus and its people into the family of European democracies, and *deeply regretting* that the policies of Mr Lukashenko's government and the way in which the parliamentary election as well as the controversial referendum on 17 October 2004, allowing the President more than two terms in office were conducted have made this objective substantially more difficult to achieve;

3. *Welcoming* the release of Prof. Bandashevsky on parole in August 2005 but *strongly condemning* all the tactics of intimidation, harassment and repression employed against opposition candidates in the election, the non-state-owned press, representatives of independent trade unions, ethnic minorities and other organizations of Belarussian civil society as well as independent national observers;

4. *Denouncing* in particular, the difficulties experienced by the opposition in obtaining access to state-controlled media – including electronic facilities – and the presidential decrees promulgated in order to curtail the basic freedoms of expression and association;

5. *Convinced* that the provision of alternative information for the population of Belarus through external broadcasting has become a top priority, and *recommending* that such broadcasting might be done from the neighbouring countries, with involvement of the independent Belarussian journalists, and that the information should be broadcast in both the Belarussian and Russian languages;

6. *Outraged* by credible reports about the disappearance and murder of political opponents in 1999 and 2000 inspired by members of the government as stated in Resolution 1371 (2004) of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe based on an investigation by Mr Pourgourides MP, Cyprus;

7. *CALLS UPON* the President of Belarus, Mr Lukashenko, and his government:

a. to reverse the current deteriorating trend in respect of democracy and human rights, to ensure that the presidential elections in 2006 are conducted in a free and fair manner in accordance with interna-

* presented by the Political Committee

tional standards, and to abide by its commitments in the OSCE and the UN;

b. to restore democracy and the rule of law in Belarus and to guarantee the protection of human rights, the independence of the judiciary, freedom of the press and free enterprise;

c. to free all remaining political prisoners immediately and to set up promptly impartial in-depth inquiries into the fate of persons who have disappeared and to bring those responsible for the abductions and killings to justice;

d. to end the « militarisation » of domestic politics, i.e. to check the increase in militia forces;

e. to ensure that all eligible candidates are allowed to register for next year's presidential election, to campaign freely, to enjoy equal access to state-controlled media, and to allow their representatives to participate fully in election commissions;

f. to issue an early invitation to a full OSCE/ODIHR election observation mission, to which EU Member States are willing to contribute, in accordance with the 1990 Copenhagen document, and to allow it to operate unimpeded;

g. to extend the powers of parliament so that it becomes a democratic institution capable of exercising legislative authority and political control over the government in accordance with the principle of the separation of powers;

8. *URGES* member governments and parliaments of the North Atlantic Alliance:

a. to seize every possible opportunity to make clear to the Belarussian authorities that they are expected to honour all their OSCE commitments in the areas of human rights and democracy;

b. to increase significantly support for independent initiatives directed towards strengthening the development of civil society and the NGO sector;

c. to encourage bilateral contacts between NGOs in order to help overcome the country's isolation;

d. to intensify people-to-people contacts by strengthening good neighbourly relations (e.g. through student and scientific exchanges, scholarships, youth travel, contacts between small- and medium-sized enterprises, training local authority officials, etc.);

e. to help disseminate unbiased reporting about events at home and abroad through media inside and outside Belarus in order to overcome the government's monopoly on information;

f. to co-ordinate EU and US programmes for assisting the development of civil society in Belarus effectively;

g. to seek active backing from the Russian Government and Parliament in support of approaches aimed at requiring the Belarussian authorities to bring their legislation and practices into compliance with OSCE standards;

h. to emphasize to the government of Belarus that the further development of relations between NATO member and partner countries with Belarus will depend on the progress made towards democratization in the country;

9. *REITERATES*, at the same time, its willingness to have closer and better relations with Belarus and its parliament once the Belarussian authorities clearly demonstrate their willingness to respect democratic values and the rule of law.

Risoluzione 343

Belarus

L'ASSEMBLEA,

1. *Ricordando* la propria decisione del 30 marzo 2001 di proseguire la sospensione delle proprie relazioni con il Parlamento del Belarus, nonché le discussioni nel quadro del Seminario dell'Assemblea sul Belarus svoltosi a Vilnius il 23-24 settembre 2005, e *considerando* che l'Assemblea Parlamentare del Consiglio d'Europa ha sospeso le relazioni con il parlamento nazionale;

2. *Sottolineando* che il Belarus è un elemento essenziale dell'Europa e un diretto vicino della NATO e dell'Unione Europea e che tutti abbiamo interesse a reintegrare il Belarus e il suo popolo nella famiglia delle democrazie europee, e *rammaricandosi profondamente* per il fatto che le politiche del governo di Lukashenko e il modo in cui si sono svolte le elezioni parlamentari, nonché il controverso referendum del 17 ottobre 2004 che ha autorizzato il Presidente a ricoprire più di due mandati, hanno reso tale obiettivo nettamente più difficile da raggiungere;

3. *Accogliendo positivamente* il rilascio condizionale del Prof. Bandashevsky nell'agosto 2005 ma *condannando fermamente* tutte le tattiche di intimidazione, molestia e repressione impiegate contro i candidati dell'opposizione alle elezioni, la stampa non governativa, i rappresentanti di sindacati indipendenti, le minoranze etniche e altre organizzazioni della società civile

bielorussa nonché osservatori nazionali indipendenti;

4. *Denunciando* in particolare le difficoltà riscontrate dall'opposizione nell'ottenere accesso ai media controllati dallo Stato — inclusi i mezzi elettronici — e i decreti presidenziali promulgati al fine di limitare le libertà fondamentali di espressione e associazione;

5. *Persuasa* che l'accesso della popolazione a fonti di informazione alternative tramite servizi radiotelevisivi esteri sia divenuta un'assoluta priorità, e *raccomandando* che tali servizi radiotelevisivi siano eventualmente forniti dai paesi vicini, con la partecipazione di giornalisti bielorussi indipendenti, e che le informazioni siano trasmesse nelle lingue sia bielorussa sia russa;

6. *Indignata* per le verosimili informazioni concernenti la scomparsa e l'assassinio di oppositori politici nel 1999 e nel 2000 dietro istigazione di membri del governo come indicato dalla Risoluzione 1371 (2004) dell'Assemblea Parlamentare del Consiglio d'Europa sulla base di un'inchiesta dell'On. Pourgourides di Cipro;

7. **FA APPELLO** al Presidente del Belarus Lukashenko e al suo Governo affinché:

a) invertano l'attuale tendenza al deterioramento in materia di democrazia e diritti umani, garantiscano che le elezioni

presidenziali del 2006 si svolgano in maniera libera ed equa in conformità con gli standard internazionali, e rispettino gli impegni presi in sede OSCE e ONU;

b) ripristinino la democrazia e lo stato di diritto in Belarus e garantiscano la tutela dei diritti umani, l'indipendenza del sistema giudiziario, la libertà di stampa e la libera impresa;

c) liberino immediatamente tutti i rimanenti prigionieri politici e avviino tempestivamente inchieste approfondite e imparziali sulla sorte delle persone scomparse e consegnino i responsabili dei rapimenti e degli assassinii alla giustizia;

d) pongano fine alla « militarizzazione » della politica interna, e cioè l'espansione delle forze militari;

e) garantiscano che a tutti i candidati aventi diritto sia permesso iscriversi alle elezioni presidenziali del prossimo anno, fare liberamente campagna elettorale, avere uguale accesso ai media controllati dallo Stato e permettere ai loro rappresentanti di partecipare pienamente alla commissioni elettorali;

f) chiedano tempestivamente la creazione di una missione OSCE/ODIHR di osservazione delle elezioni, alla quale siano disponibili a contribuire Stati membri dell'UE, in conformità con il documento di Copenaghen del 1990, e permettano alla missione di operare senza impedimenti;

g) amplino i poteri del parlamento in modo da farne un'istituzione democratica in grado di esercitare il potere legislativo e il controllo politico sul governo in conformità con il principio della separazione dei poteri;

8. **SOLLECITA** i governi e i parlamenti membri dell'Alleanza atlantica:

a) a cogliere ogni possibile opportunità per ribadire chiaramente alle autorità bielorusse che sono chiamate a rispettare

tutti gli impegni assunti con l'OSCE in materia di diritti umani e democrazia;

b) a rafforzare in modo significativo il sostegno alle iniziative indipendenti volte a potenziare lo sviluppo della società civile e il settore delle ONG;

c) a incoraggiare contatti bilaterali tra ONG al fine di contribuire a superare l'isolamento del paese;

d) a intensificare le relazioni interpersonali rafforzando i rapporti di buon vicinato (ad esempio tramite scambi di studenti e studiosi, borse di studio, viaggi per i giovani, contatti tra piccole e medie imprese, formazione di amministratori locali ecc.);

e) a contribuire a divulgare resoconti imparziali di avvenimenti svoltisi nel paese e all'estero attraverso *media* operanti all'interno e all'esterno del Belarus in modo da porre fine al monopolio governativo sull'informazione;

f) a coordinare i programmi dell'UE e degli Stati Uniti per contribuire efficacemente allo sviluppo della società civile in Belarus;

g) a richiedere un attivo sostegno da parte del governo e del parlamento russi a favore di iniziative volte a indurre le autorità bielorusse a rendere le proprie leggi e prassi conformi con gli standard OSCE;

h) a ricordare al governo del Belarus che l'ulteriore sviluppo di relazioni tra i paesi membri e partner della NATO e il Belarus dipenderà dai progressi compiuti nel paese sulla via della democratizzazione;

9. **RIAFFERMA** al tempo stesso la propria disponibilità ad intrattenere relazioni migliori e più strette con il Belarus e il suo parlamento una volta che le autorità bielorusse abbiano dimostrato chiaramente la propria volontà di rispettare i valori democratici e lo stato di diritto.

